



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Pour répondre à la pire crise du logement en 25 ans, la Mauricie devra mettre 5 130 nouvelles portes à l'abri de la spéculation

Trois-Rivières, le 18 novembre 2025 - Sitôt entrées en poste dans les municipalités de la Mauricie, les personnes nouvellement élues se retrouvent prises avec la pire crise du logement et de l'itinérance que la région ait connue depuis 25 ans. C'est dans ce contexte que le Consortium en développement social de la Mauricie et ses partenaires donnent voix aux personnes silencieuses qui passent sous les radars et lancent la campagne *Ouvrir la porte à la dignité*, réclamant 20 % de logements sociaux et communautaires dans la région.

Cette campagne s'appuie sur les constats d'une étude, dévoilée du même coup, qui met en lumière les réalités et les besoins criants des populations vulnérables.

Cumuler les obstacles, cumuler les sacrifices

Stéphanie Milot, de l'équipe de coordination au Consortium en développement social de la Mauricie, présente les principaux résultats de l'étude [Se loger en Mauricie : Regard sur les réalités et les besoins des populations en situation de vulnérabilité](#) « Avec le prix des loyers qui augmente plus vite que les revenus, l'abordabilité des logements est en chute libre. Présentement, ce sont 3 875 ménages qui ont un besoin impérieux de logement en Mauricie, précise-t-elle. Ces ménages doivent faire des compromis sur le prix du logement, la salubrité, la sécurité, la taille, l'emplacement et la proximité des services essentiels. Ils ont parfois même à choisir entre payer le loyer ou payer des médicaments ou l'épicerie. Les inégalités de revenu n'ont entre autres jamais été aussi grandes! »

« Ce que les entrevues réalisées dans le cadre de notre étude ont aussi démontré, c'est que les populations vulnérables vivent davantage d'inégalités face à la crise du logement. », ajoute madame Milot. Parmi ces groupes, on retrouve les femmes et les enfants fuyant la violence, les personnes âgées à faible revenu, immigrantes ou racisées, issues de communautés autochtones ou encore celles en situation de pauvreté ou marginalisées vivant avec un enjeu de santé mentale, de dépendance ou d'itinérance. La situation des personnes ayant un handicap, vivant en chambre et aux études préoccupe aussi les intervenantes et intervenants sociaux rencontrés. Ajoutons que le croisement des intersections et le cumul de difficultés augmentent le risque de discrimination, de précarité et d'instabilité résidentielle. »

Entre audace et nécessité : atteindre 20 % de logements hors marché

Le Consortium et ses partenaires insistent sur la nécessité d'une approche globale face à la

crise du logement abordable, qui ne se limite pas à la construction de logements. Dès le départ, il faut aborder l'enjeu de l'habitation sous l'angle du droit au logement pour toutes et tous. L'exemple de l'Europe, où le logement social et communautaire peut atteindre jusqu'à 60 % du parc immobilier dans un pays comme l'Autriche, démontre l'efficacité d'un modèle basé sur le logement hors marché.

Plusieurs réseaux d'expertise recommandent l'établissement d'un seuil minimum de 20 % de logements hors marché au Québec. Actuellement, la province du Québec en compte 10 % et la Mauricie seulement 6 %. Pour rattraper ce retard, le Consortium et ses partenaires proposent aux nouveaux conseils municipaux, aux personnes élues des différents paliers de gouvernement, aux gestionnaires et aux personnes-ressources du territoire d'emboîter le pas à d'autres régions en s'engageant à créer, construire, acquérir et reconvertir 5 130 logements sociaux et communautaires dans la région. Une solution concrète et durable à la crise du logement et de l'itinérance.

Des projets inspirants existent déjà dans la région. C'est le cas du Domaine Cascade, une résidence pour personnes âgées qui est passée de privée à communautaire. « Notre projet est une première au Québec, affirme Richard Maziade, directeur de l'établissement. L'acquisition d'une résidence privée vers le communautaire démontre qu'il est possible de protéger nos milieux de vie des logiques de profit, tout en renforçant la solidarité et la dignité des personnes âgées. Chaque personne peut vieillir dans un logement abordable, de qualité et porteur dans sa communauté. », ajoute celui qui est aussi président de la Fédération régionale des OSBL d'habitation de la Mauricie-Centre-du-Québec.

À propos de la campagne *Ouvrir la porte à la dignité*

Pour découvrir le regard sur les réalités et les besoins des populations en situation de vulnérabilité et appuyer les projets par des données solides, [trois fiches synthèses de recherche sont disponibles en ligne](#).

La campagne *Ouvrir la porte à la dignité* est portée par le Consortium en développement social de la Mauricie et ses partenaires. En ordre alphabétique : Bleu forêt coop, le Centre de recherche sociale appliquée, le Comité territorial de développement social Mékinac, le Conseil de la Nation Atikamekw, le Conseil d'orientation et de mobilisation des partenaires locaux dans l'intervention des communautés de l'Énergie (COMPLICE), la Corporation de développement communautaire Mékinac, la Corporation de développement communautaire de Shawinigan, la Corporation de développement communautaire La Tuque, la Corporation de développement des Premiers Peuples, l'Exécutif du comité de développement social des Chenaux, la Fédération des coopératives d'habitation de la Mauricie et du Centre-du-Québec, la Fédération Régionale des OSBL en habitation Mauricie et Centre-du-Québec, le GRT des Deux Rives, le Pôle d'économie sociale de la Mauricie, le Projet Logis-Aide, le Réseau d'Habitation communautaire de la Mauricie, la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.

- 30 -

Demandes d'entrevue :

Geneviève Rajotte Sauriol

Relationniste pour le Consortium en développement social de la Mauricie

genevieve@bleu-foret.coop

Dossier de presse

- Fiches synthèses de la recherche
- Infographie résumée de la recherche
- Lettre ouverte publiée dans Le Nouvelliste
- Photos du Domaine Cascade
- Photo des partenaires : Lise St-Germain (Centre de recherche sociale appliquée), Joanne Blais (Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie), Mélanie Lafrenière et Stéphanie Milot (Consortium en développement social de la Mauricie)

